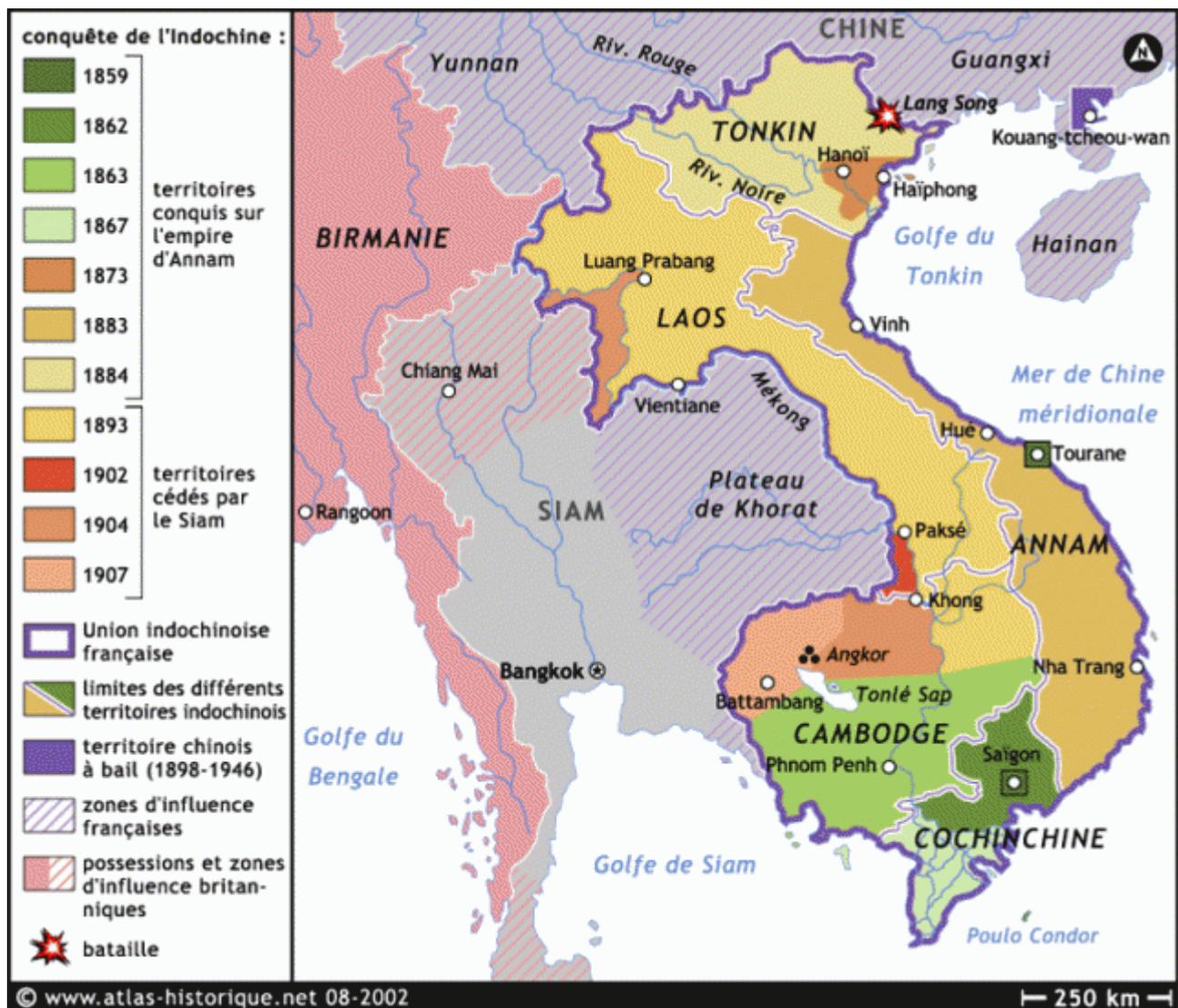


# L'Indochine française à la veille de la Seconde Guerre Mondiale

L'Indochine française, territoire de l'ancien empire colonial français, s'étend sur environ 750 000 km<sup>2</sup>. Sa population est de 23 millions d'habitants dont 40 000 Français (colons, fonctionnaires, militaires).

Fondée en 1887, elle regroupe la colonie de Cochinchine (1864), le protectorat du Cambodge (1867) et ceux de l'Annam (1883) et du Tonkin (1884). En 1899, y seront rattachés le Laos (protectorat), occupé depuis 1893 et le petit territoire du Kwang-Tchéou-Wan cédé à bail par la Chine.

Avant le début de la Seconde Guerre Mondiale, elle est impliquée dans la guerre sino-japonaise, débutée en 1937, en étant l'un des poumons du gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-chek (ravitaillement, armement).



En juillet 1939, le général Catroux est nommé gouverneur général de l'Indochine française. Paris veut envoyer un signal fort en Extrême-Orient où l'on craint une invasion de l'Indochine. Face à cette menace, les forces militaires mise à la disposition du général Catroux sont insuffisantes. Il ne dispose que de 90 000 hommes dont 14 500 européens, répartis dans 14 régiments dont le 3<sup>e</sup> régiment de tirailleurs tonkinois.

A la déclaration de guerre, en septembre 1939, la France mobilise les ressources de ses colonies pour ravitailler la Métropole en denrées et matériaux ainsi qu'en main-d'œuvre (Plan Mandel, lois de réquisitions). Les organisations communistes entrent dans la clandestinité alors que la propagande japonaise contre les Français redouble et que le Japon favorise les différents mouvements nationalistes vietnamiens non communistes.

Les tensions diplomatiques s'accroissent fin 1939 après l'échec de l'offensive japonaise au Guangxi pour couper les lignes de chemin de fer reliant la Chine à l'Indochine.

## **L'Indochine française, 1940 – première intervention japonaise**

La défaite de la France en juin 1940 apporte de profonds changements dans les rapports entre Français et Japonais. Après une concentration de navires de guerre et de troupes à proximité de l'Indochine, les Japonais, le 19 juin 1940, envoient un ultimatum exigeant la fermeture de la frontière du Tonkin avec la Chine et l'installation d'une force de contrôle. Catroux, sans soutien, accepte le 20 juin les exigences japonaises. Le 25 juin 1940, le maréchal Pétain, alors Président du Conseil en remplacement de Paul Reynaud, nomme l'amiral Decoux, un proche de l'amiral Darlan, qui prend ses fonctions le 20 juillet 1940.

Le 22 septembre 1940, le gouvernement de Vichy signe avec celui de Tokyo un accord reconnaissant la position privilégiée et les intérêts dominants du Japon en Extrême-Orient. La présence de troupes japonaises (6 000 hommes) et la mise à disposition de trois aérodromes au Tonkin sont autorisées, le Japon s'engage à reconnaître la souveraineté française sur l'Indochine.

### *Une démonstration de force – Lang Son 22-25 septembre 1940*

Malgré cet accord, le 22 au soir, les troupes japonaises franchissent la frontière et manœuvrent pour encercler Lang Son. Supérieures en force, elles disposent de chars. Le 24 au matin, les garnisons de Dong Dang et de Loc Binh sont isolées. Na Cham tombera après une belle résistance. Le 25, le général Mennerat, estimant la situation intenable, demande qu'un armistice soit obtenu d'urgence. A 18 heures, toute résistance a cessé. La route de Hanoï est ouverte aux Japonais. Pour les arrêter, il faudra un ordre de l'Empereur en personne, ordre qui parviendra au chef nippon le 25 au soir.

Le 5 octobre, la garnison de Lang Son est libérée. Le 30 novembre, la ville est réoccupée par les Français.

## **L'Indochine française, 1941 – la collaboration franco-japonaise, fidélité à Vichy**

En mai 1941 le gouvernement de Vichy (amiral F. Darlan) signe des accords de coopération économique avec le Japon et le 29 juillet les accords Darlan-Kato (ambassadeur en France) accordent aux japonais le droit de faire stationner leurs troupes sans limitation d'effectifs et dans toute l'Indochine.

Cette occupation est différente de celle de l'Allemagne en France. Surtout destinée à l'exploitation économique de la colonie française, les occupants n'interfèrent pas avec le fonctionnement de l'administration, de l'armée et de la police française. L'Indochine devient une base stratégique indispensable pour les conquêtes des Japonais en Asie, plus particulièrement dirigée vers les Indes néerlandaises.

Sur le plan militaire les Français prennent en charge la défense du Nord de l'Indochine (le commandement français s'est réservé la garde de la frontière chinoise), celle du Sud revenant au Japon (40 000 hommes, ce qui est peu pour ce territoire). Pour se prémunir des Chinois, en février 1943, les Japonais occupent Kouang-Tchéou- Wan jusque-là épargné.

Depuis la défaite de 1940, la vie continue pour les Français d'Asie dans un cadre national, une prospérité relative et une liberté « sous surveillance » malgré les bombardements des Alliés à partir de 1943 et le blocus instauré par les Britanniques vers la métropole.

## **L'Indochine française, 1944 – 1945**

Le gouvernement général depuis le départ de Pétain le 20 août 1944, se considère comme le gérant des intérêts permanents qui doivent survivre au changement de régime en menant une politique de temporisation qui permettra de conserver intact l'Indochine lors de l'inévitable effondrement du Japon. L'amiral Decoux reste en fonction, « assisté » du général Mordant, commandant militaire. Celui-ci rallie la Résistance au début de 1944 et devient secrètement le représentant en Indochine du Comité français de la Libération nationale puis du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). En octobre, sa situation découverte, le Gouverneur, confirmé à son poste va devoir protéger l'action du général.

Dans l'Indochine française, havre de paix à peu près préservé, les Japonais n'ignorent pas qu'une résistance de plus en plus active, soutenue par les Anglais, œuvre derrière leur dos. Ces plans de résistance, bien que mal soutenus par les Alliés et les nombreux bombardements américains alertent les Japonais qui craignent un débarquement allié en Indochine. Ils augmentent leurs effectifs (60 000 hommes).

Le 1<sup>er</sup> février 1945 le Japon décide de prendre le contrôle total de l'Indochine et d'y supprimer la présence française. Le 17 février, les Américains sautent sur Corregidor et le 19 février débarquent sur Iwo Jima (île japonaise)

Les Japonais n'acceptent pas de laisser la résistance poursuivre son action ; ils ne tolèrent plus l'existence d'une armée française susceptible de se joindre aux Alliés. Considérablement renforcés, ils ont pris de fait le contrôle de l'Indochine française, disposent de moyens militaires importants avec des moyens de liaison et des armements modernes et la police secrète, la *Kempetai*, fait régner la terreur. En 24 heures, ils vont se rendre maîtres de toutes les garnisons.

## **Le coup de force du 9 mars 1945**

Le 9 mars, l'ambassadeur Matsumoto se présente chez le gouverneur, réclamant le concours fidèle des Français dans l'esprit de la « défense commune » et exigeant de placer sous le contrôle de l'état-major japonais toutes les forces armées, l'administration et les transports de la colonie. Le gouverneur n'ayant pas répondu, est arrêté et partout l'armée impériale passe à l'attaque sans préavis surprenant les garnisons françaises.

## **La résistance des garnisons au Nord - Lang Son mars 1945**

Les troupes japonaises se ruent à l'assaut de la citadelle d'Hanoï. Le général Mordant dirige durant quelques heures la défense de la garnison mais, contraint de capituler, il est fait prisonnier de guerre. Plus de 15 000 Français sont emprisonnés.

À Hué, capitale de l'Annam, l'attaque se déclenche plus tardivement et la surprise ne joue pas.

Mais c'est au **Tonkin** que se déroule la bataille principale.

- **A Dong-Dang**, après une défense héroïque de la compagnie du 3<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Tonkinois, au cours de laquelle les Japonais perdent un millier d'hommes, le capitaine Anosse est félicité par le général japonais avant d'être exécuté d'une balle dans la tête ; puis les cinquante-cinq survivants sont décapités au sabre ou éventrés à la baïonnette.

De poste en poste, les mêmes tueries se répètent ; mais c'est à Lang Son que le courage des Français et la cruauté des Japonais atteignent les sommets.

- **A Lang Son**, la démente japonaise ne connaît pas de limites. Invité par l'état-major japonais pour un dîner, le général Lemonnier décline l'invitation, mais il autorise le résident général Auphelle, le colonel Robert commandant la garnison et ses adjoints, le lieutenant-colonel Amiguet et le chef de bataillon Leroy, à s'y rendre. Au cours du repas, à 20h00, le commandant d'armes japonais annonce au colonel Robert que la garnison française sera attaquée à 21h00 et lui demande de donner l'ordre de non-résistance ; le colonel refuse ; les invités sont faits prisonniers. Au même moment, 8 à 10 000 soldats japonais attaquent les positions de la citadelle et des forts Galliéni, Négrier et Brière de l'Isle. La résistance acharnée qui leur est opposée, à un contre dix, permet aux troupes françaises de tenir toute la nuit et une bonne partie du lendemain, voire au-delà.

Exaspérés par les lourdes pertes subies (800 morts), les Japonais tentent d'extorquer au général Lemonnier, fait prisonnier le 10 mars dans la soirée, un ordre de reddition, ce qu'il refuse. Le général Emile Lemonnier, le résident Auphelle, et le colonel Jean-Baptiste Robert sont décapités le 12 mars dans les grottes de Ky Lua, non loin de Lang Son, ainsi que le caporal-chef Tsakirooulos du 5<sup>e</sup> R.E.I. De nombreux officiers sont massacrés à la baïonnette ou au sabre. Le lieutenant-colonel Philippe Amiguet est assassiné le 13 mars ainsi que le chef de bataillon Leroy. A la citadelle, la résistance "jusqu'à la dernière cartouche" aura duré une vingtaine d'heures et coûté, du côté français, cent vingt tués et cent quarante

blessés graves hospitalisés et de nombreux autres blessés. Les 11, 12 et 13 mars, quatre cent soixante rescapés et blessés - qui peuvent tenir debout - sont amenés au bord d'une tranchée ou de la rivière Song-Ky Cong et décapités au sabre ou à la hache, mitraillés, embrochés à la baïonnette et achevés à coups de pioche. **Au total, entre le 9 et le 13 mars 1945, 1 128 soldats français et indochinois sont morts dans l'affaire de Lang Son.**

A la même heure, en Cochinchine, au Cambodge, au Laos, les faibles garnisons françaises sont vite submergées. L'Indochine française vient de voler en éclat. Les Japonais vont diriger l'Indochine pendant cinq mois, avant la capitulation de l'Empire. Mais le coup de force du 9 mars a jeté les peuples indochinois dans le drame, la haine raciale et la confusion d'une guerre qui va durer plus de trente ans.

### **Le 3<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Tonkinois (3<sup>e</sup> RTT)**

Ce régiment, constitué sous la III<sup>e</sup> République, combattit notamment lors de la Seconde Guerre Mondiale pendant laquelle il fut anéanti par les forces japonaises.

#### **Historique des garnisons, combats et batailles du 3<sup>e</sup> RTT**

##### **1880 : Création de compagnies de tirailleurs tonkinois**

---

- 1885 : Création du 3<sup>e</sup> Régiment de Tirailleurs Tonkinois, à Bac Ninh avec un encadrement provenant du 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale (décret du 28 juillet 1885)
- 1<sup>er</sup> octobre 1929 : le 4<sup>e</sup> bataillon est détaché du régiment pour former le Bataillon de Montagnards Thôs.

##### **Seconde Guerre mondiale**

---

- 1<sup>er</sup> septembre 1939 : garnison à Bắc Ninh, Lạng Sơn, Cao Bằng, et Sept Pagodes
- 22-29 septembre 1940 : défense du secteur de Lạng Sơn contre l'Empire japonais
- 1<sup>er</sup> décembre 1940-28 janvier 1941 : campagne contre la Thaïlande (au sein de la division Cochinchine)
- 1942 : garnison à Đáp Cầu, Lạng Sơn, Cao Bằng, et Kỳ Lừa
- 1<sup>er</sup> mars 1945 : plusieurs compagnies occupent la ligne Mordant, à la frontière chinoise
- 9 mars-13 mars 1945 : destruction d'une grande partie du 3<sup>e</sup> RTT par une attaque surprise des Japonais, dans le secteur de Lạng Sơn. Des éléments du 2<sup>e</sup> bataillon résistent au poste de Binhi jusqu'au 2 avril.
- 2 avril 1945 : considéré comme dissous après l'attaque surprise des Japonais au Nord de l'Indochine et la destruction du régiment.